

**Réponse du Premier ministre, François. FILLON  
à une question de Jean. LEONETTI (UMP)  
lors des questions au Gouvernement à l'Assemblée nationale**

**Mardi 13 juillet 2010**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les députés,  
Monsieur le député Léonetti,

Il y a trois semaines, dans cet hémicycle, je vous avais exhorté à ne pas jeter l'honneur d'un homme, en pâture aux chiens. Et j'avais reçu de la part de beaucoup d'entre vous soutien et compréhension, y compris sur les bancs de l'opposition, dont beaucoup à l'époque m'avaient dit combien ils partageaient le sentiment qui était le mien de ne pas laisser s'engager un procès basé sur des calomnies, basé sur des rumeurs, et qui n'était que contraire aux principes de la démocratie et aux valeurs républicaines qui sont les nôtres.

Certains, malheureusement, se sont laissés aller parce qu'ils pensaient que, au fond, une polémique comme celle-là, le développement de ce climat, pourrait permettre de gagner quelques voix ici ou là. Ce n'est pas un service qui a été rendu à la démocratie. Jour après jour, les accusations se sont effondrées, et le rapport qui a été publié dimanche, rédigé par quatre inspecteurs des finances, ce rapport répond précisément aux questions qui étaient posées sur les bancs de l'opposition.

Est-ce que le ministre en charge des Comptes publics est intervenu dans le dossier fiscal de madame Bettencourt ou dans tout autre dossier fiscal ? La réponse est non. Est-ce que l'administration fiscale a négligé les informations qui lui étaient transmises par la justice pour engager une procédure ? La réponse est non. Et je voudrais dire à ceux qui contestent la validité de ce rapport de l'Inspection générale des finances, qu'ils font preuve d'un grand mépris pour un corps de contrôle qui a toujours fait preuve dans notre pays d'une grande indépendance et d'une grande valeur.

J'ajoute que s'ils ont le moindre doute sur ce rapport, ils ont la possibilité de demander au Président de la Commission des Finances qui a accès à tous les documents, qui a accès à tout ce qui a permis à l'Inspection générale des finances de produire ce rapport, ils n'ont qu'à lui demander si ces informations sont justes ou si elles ne le sont pas. Je suis sûr qu'il n'hésitera pas, avec le Rapporteur général du budget, comme la loi le lui autorise, à le dire.

Alors, monsieur le député, ceux qui ont lancé ces rumeurs avaient un objectif, cet objectif c'était de stopper le Gouvernement et la majorité dans son élan réformateur. Eh bien les imprécateurs ont eu tort, ils n'ont pas réussi, et nous allons poursuivre notre effort de réformes. Nous allons le faire en modernisant notre régime de retraite pour assurer à tous les Français à l'avenir, le juste paiement de leur retraite. Nous allons le

faire en réduisant les déficits publics pour assurer la stabilité de la monnaie européenne et pour assurer la croissance de notre pays. Nous allons le faire en lançant la réforme de la dépendance, que beaucoup de nos concitoyens attendent. Et enfin, nous allons le faire en poursuivant l'effort de modernisation de notre économie pour aller chercher la croissance.

Mais peut-être que l'un des événements les plus importants qui se soit produit hier soir lors de l'intervention du Président de la République, c'est l'affirmation que, désormais, ceux qui lancent des calomnies, ceux qui accusent sans preuves, ceux qui recopient les informations sans les vérifier ne réussiront pas à déstabiliser un gouvernement et une majorité. C'est un événement dans l'histoire de notre République !